

Un état sans autonomie

Respectable Loge, L'Etoile d'Orient, Orient de Vitrolles, Région 15

Mots-clefs : Autonomie

Problématique

Il semble que jamais le monde ne se soit retrouvé en pareil incertitudes et paradoxes. Entre mondialisation et repli sur soi, entre réduction des distances, accélération, multiplications des informations et manque de visibilité. Plus le monde devient accessible, qu'il s'ouvre à nous, moins notre devenir semble se dessiner. Le cortège de crises polymorphes avec leurs effets domino, est la partie visible de ces incertitudes et du brouillard ambiant : crise sociétale, économique, identitaire, aujourd'hui sanitaire mais surtout crise écologique dont l'enjeu conditionne tous les autres.

C'est donc l'environnement et l'humanité dans son entier qui interroge. Dans ce contexte, le pire est l'absence de perspectives politiques qui semble conforter à une forme de résignation (Après moi le déluge...) et aux regrets des temps anciens, la seule espérance résidant dans le retour d'un ordre idéalisé.

La défiance envers l'Etat est manifeste et l'incapacité à rétablir la confiance interpelle moins que l'impuissance des gouvernements successifs à agir en profondeur sur les leviers séculaires que sont l'économie, la finance... L'Etat « providence » se veut aujourd'hui « régulateur » d'un ordre qui lui paraît supérieur et qu'il semble plus subir qu'être un artisan de celui-ci.

Le citoyen y perd son latin et quand il ne trouve plus de sens, sans réelle perspective, alors comme évoqué plus haut, il peut renoncer par individualisme, céder aux sirènes des extrêmes et du communautarisme, voire se rebeller...

Analyse de la situation

L'Etat apparaît limité dans son autonomie, coincer entre le supranational et un découpage complexe (mille-feuille territorial).

Ses représentants eux-mêmes ne rassemblent plus (leur exemplarité interpelle bien souvent malheureusement) et le changement du paysage politique initial a relégué les parties traditionnelles au bord de l'extinction. Tout cela sans l'émergence de figures incarnant les aspirations des citoyens ou offrant l'espérance en un monde meilleur et révélant une problématique sur la gouvernance. Le citoyen ne s'identifie plus aux politiques et renforce la perception d'une élite dirigeante trop éloigné des réalités sociétales. Une sorte de « mal gouvernance » où l'absence de figure emblématique contrairement au siècle des lumières, une élite d'énarques dont l'expertise ne suffit plus en caution et qui conduit à l'accroissement du fossé voire à la défiance, à l'insatisfaction générale non seulement des personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté mais aussi des personnes qui se plaignent de leur pouvoir d'achat et par conséquent de leur capacité à consommer.

Dans le même temps l'ascenseur social est en panne ou au mieux confronté à un plafond de verre où la méritocratie n'est plus qu'un discours de bonne conscience et de confortation du modèle. A croire que la république a abandonné une partie de ces enfants pour se soumettre au joug du modèle à préserver, pire en les laissant en proie à la légion des discours abrutissants notamment télévisuel faisant miroiter l'infime partie « idyllique » du modèle alors que l'éducation peine à distiller l'autonomie et le développement d'un esprit critique.

La conséquence de cette faillite globale fait que la démocratie est menacée de l'intérieur par les sirènes de la démagogie et par la désertion du citoyen lui-même.

Le citoyen a perdu la foi, il voit le monde se défaire sans voir pour autant un nouveau monde émergé. Bien au contraire, la seule vision est celle d'une « fin de l'histoire » qui voit « le libéralisme » l'emporté sur tout autre considération y compris environnementale et humaniste.

La valeur travail elle-même est dévalorisée, la précarisation du travailleur a conduit progressivement celui-ci à la question du plombier polonais puis à la mondialisation du travail par le bas.

La rétractation du monde et son accélération via le numérique, la vitesse de circulation de l'information comme de la désinformation (fake news, théorie du complot...), l'effondrement des valeurs ou sa dilution, rend la perception du territoire connu par le citoyen comme fragile et menacé. C'est son identité même qui est remis en question, la crispation engendrée a conduit au repli sur soi, à la déliquescence

des solidarités allant jusqu'au délit de solidarité envers les migrants, et invite à la construction de murs plutôt que de ponts.

Propositions d'actions concrètes

- Offrir une vision de la France qui face écho dans le monde et établissant des perspectives pour l'humanité et débouchant sur une approche alternative de la mondialisation

En référence à « la république des frères » qui a établi 150 ans de motivations et d'inspiration pour le citoyen et les politiques autour notamment de la laïcité, l'enseignement obligatoire...le GODF doit pouvoir prendre part à la réactualisation des valeurs républicaines mais aussi à l'émergence de concepts en alternative à la pensée unique et ouvrant des perspectives de mondialisation où l'humain est au cœur du modèle. La France doit porter ce modèle alternatif tout en incarnant ces valeurs, mais aussi en investissant le champ européen et international afin d'en faire la promotion. Le sentiment « patriote » du citoyen n'est pas incompatible avec une citoyenneté européenne et mondiale. Il s'agit de porter une vision universaliste de l'homme.

- Repenser la place et le rôle de l'Etat : Souveraineté et territoire ;

L'État ne peut se positionner comme seulement régulateur, il doit disposer des moyens de maîtriser les outils de régulation de manière efficiente notamment en matière économique et disposer des moyens de son indépendance stratégique (médicament, production...). La relation avec les territoires doit permettre une déclinaison des politiques publiques tendant à une égalité des citoyens face aux résultats attendus, à une plus grande solidarité territoriale.

- Rétablir le lien avec la République :

Le référendum pourrait être la solution pour rétablir ces liens, qu'ils soient national, régional ou local.

- Relancer la matrice du citoyen

Ceci pose la question du service national véritable matrice du citoyen ou encore du service civique dont la durée est insuffisante et n'est pas à la hauteur de l'ambition. Un autre enjeu réside dans l'actualisation d'un roman national, avoir comme référence une histoire commune. La transmission de celle-ci se ferait au travers de l'éducation tout le long du cursus scolaire.

- La démocratie, la confiance et la représentation

Il y a des manques... il n'y a pas que des droits mais les citoyens et membres élus doivent adhérer aux valeurs de la cité. L'ensemble des libertés en font une démocratie vivante. Il est important de faire vivre la démocratie, notamment se pose la question des sénateurs, sont-ils trop nombreux ? Doivent-ils être nommés par des grands électeurs ou par le suffrage des citoyens ? Doit-on rétablir le septennat, mais non renouvelable. Doit-il y avoir obligation pour nos élus d'assister aux réunions de travail des hémicycles !

Problématique du vote du citoyen : le vote doit-il être obligatoire comme en Belgique, comment donner envie aux citoyens, doit on fixer un minimum de participation pour valider une élection ?

Le sentiment d'appartenance à la République et en ses valeurs doit être renforcé mais ce sentiment d'appartenance repose sur la confiance dans les élus et dans les gouvernements.

- Repenser le lien entre l'homme, le travail et l'environnement ?

Problématique du travail : pas assez valorisé même si l'apprentissage est en augmentation. Si l'on veut améliorer la société il est nécessaire de valoriser le travail. Il est nécessaire que l'on arrive à une égalité salariale homme/ femme ! Il y a urgence à établir un SMIC européen.

Conclusion

La crise sanitaire mais aussi celle sociétale, ont mis en exergue l'urgence d'une remise en question générale concernant tous les secteurs de la vie de la Cité, éducation, santé, travail, citoyenneté, l'écologie, la laïcité, mais aussi l'urgence d'une réflexion sur le rôle de l'Europe et de façon plus générale sur la mondialisation.